

ONE

Le siècle de l'Afrique

INTRODUCTION

D'ici à 2050, les jeunes en Afrique seront 10 fois plus nombreux que les jeunes dans l'Union européenne¹. Cette évolution démographique est le plus grand défi que devra gérer l'Afrique, mais aussi une chance inouïe pour ce continent. Grâce à ces changements démographiques, l'Afrique pourrait bénéficier d'un « dividende démographique » considérable – à condition toutefois de faire les bons choix au bon moment. Et ce moment est venu.

La population du continent africain devrait atteindre au moins 2,5 milliards d'habitants d'ici à 2050², dont la moitié seront des jeunes de moins de 25 ans³. Selon certaines prévisions, cette tendance se poursuivra ensuite, si bien que l'Afrique comptera quatre fois plus d'habitants qu'aujourd'hui d'ici les 100 prochaines années⁴. Ses habitants, toujours plus nombreux, auront besoin d'emplois leur assurant un niveau de vie décent. Le dynamisme et la motivation des jeunes pourraient aussi leur donner les moyens de s'attaquer à la mauvaise gouvernance dont souffre le continent depuis des décennies.

En agissant maintenant, ce n'est pas seulement l'Afrique mais bien le monde entier qui pourrait recueillir les fruits de la croissance économique portée par cette nouvelle génération. S'ils luttent contre la corruption, améliorent les infrastructures et font de la création d'emplois une priorité, **les dirigeants africains pourraient permettre aux 450 millions nouveaux travailleurs attendus entre 2015 et 2035 (22,5 millions chaque année) d'avoir accès à des emplois de qualité⁵.**

En revanche, en l'absence de mesures concrètes, le monde risque d'être confronté à une crise démographique déstabilisante, dont les conséquences pour la sécurité régionale et internationale se feront sentir tout au long du XXI^e siècle. Si les tendances actuelles se poursuivent, d'ici à 2022, le nombre de personnes au chômage en Afrique (41,4 millions) sera pratiquement identique au nombre total de travailleurs en Allemagne (40,7 millions)⁶. Les dirigeants politiques et militaires sont conscients que ces millions de personnes sans perspectives d'avenir, sans compétences et sans espoir seront les premières victimes de l'extrême pauvreté, des conditions climatiques extrêmes et des extrémismes idéologiques. Une telle perspective est des plus inquiétantes.

L'année 2017 offre toutefois trois grandes occasions d'aider l'Afrique à tirer profit de ce dividende démographique :

La conférence sur **l'initiative de partenariat avec l'Afrique du G20**, les 12 et 13 juin à Berlin, suivie du **sommet du G20** à Hambourg, les 7 et 8 juillet – deux événements placés sous la présidence de l'Allemagne – qui permettront d'entériner la signature des pactes de partenariat avec les pays africains.

Le **sommet de l'Union africaine** les 3 et 4 juillet à Addis-Abeba, en Éthiopie, qui sera axé sur la capacité de l'Afrique à faire preuve de leadership en investissant dans sa jeunesse pour réaliser un dividende démographique.

Le **sommet UE-Afrique**, le 28 et 29 novembre à Abidjan, en Côte d'Ivoire, qui se concentrera sur la jeunesse africaine.

Alors que les gouvernements d'Europe et d'Amérique du Nord se battent contre la montée du populisme et des inégalités et que certains pays africains font face à des conflits, à la famine et à des chocs environnementaux, de nombreux gouvernements africains vont de l'avant en mettant en œuvre des stratégies et des plans visant à exploiter l'économie numérique, la force de l'agriculture et les possibilités offertes par la jeunesse. L'Afrique peut saisir la chance qui lui est offerte mais elle doit pour cela s'intégrer dans l'économie mondiale et bénéficier d'investissements publics et privés. Le monde a clairement besoin d'un nouveau partenariat avec l'Afrique.

Le présent rapport présente des données sur les risques et les opportunités liés à cette explosion démographique de la jeunesse africaine et **appelle à un nouveau partenariat avec l'Afrique qui double les investissements dans l'éducation, l'emploi et l'émancipation afin de soutenir un programme de réformes économiques et politiques sur le continent.** Mené à bien, ce partenariat pourrait déboucher sur **une augmentation du produit intérieur brut (PIB) de 500 milliards de dollars par an – soit environ un tiers du PIB actuel de l'Afrique subsaharienne – au cours des 30 années à venir**⁷. Et en termes de rendement social, de stabilité et de futurs conflits potentiels évités, le retour sur investissement est encore bien plus élevé.

L'AVENIR DE L'AFRIQUE EN CHIFFRES

Aujourd'hui, le nombre de personnes au chômage en Afrique dépasse la population totale du Canada⁸.

Au cours des cinquante prochaines années, il y aura plus de jeunes en Afrique (1,4 milliard) que dans tous les pays du G20 réunis (1,3 milliard)⁹.

Si nous ne faisons rien aujourd'hui, le nombre de personnes au chômage en Afrique sera pratiquement identique au nombre total de travailleurs en Allemagne en 2020 ; dans 50 ans seulement, la population africaine au chômage représentera la moitié de toute la main-d'œuvre européenne¹⁰.

En mettant en place des politiques appropriées, en luttant contre la corruption, en améliorant les infrastructures et en donnant la priorité à la création d'emplois, les dirigeants africains ont les moyens de faire en sorte que les 450 millions nouveaux travailleurs attendus d'ici à 2035 (22,5 millions chaque année) aient accès à des emplois de qualité¹¹.

1. POURQUOI LE 21^e SIÈCLE EST-IL LE SIÈCLE DE L'AFRIQUE ?

Dans moins de 20 ans, la population des jeunes en Afrique sera deux fois plus importante que la population totale que comptera alors l'Europe¹².

Un dividende ou une catastrophe ?

En 2034, la population africaine en âge de travailler dépassera celle de l'Inde ou de la Chine et un grand nombre des habitants du continent aura moins de 25 ans¹³. L'Afrique, dont la population est la plus jeune au monde, pourrait bénéficier d'un dividende démographique – une accélération de la croissance économique qui se produit lorsque le nombre d'enfants et de personnes âgées est nettement inférieur au nombre de personnes en âge de travailler.

En moins de 50 ans, le nombre de jeunes en Afrique dépassera celui de tous les pays du G20 réunis¹⁴.

Associé et porté par une population active instruite, qualifiée et émancipée, ce dividende pourrait entraîner une croissance économique rapide et soutenue, ouvrir de nouveaux marchés et créer des possibilités commerciales pour les pays du G20 ainsi que pour d'autres pays. Confrontée au vieillissement de sa population, l'Europe aura besoin de travailleurs – une main-d'œuvre que l'Afrique pourra lui fournir. Mais la donne sera fondamentalement différente

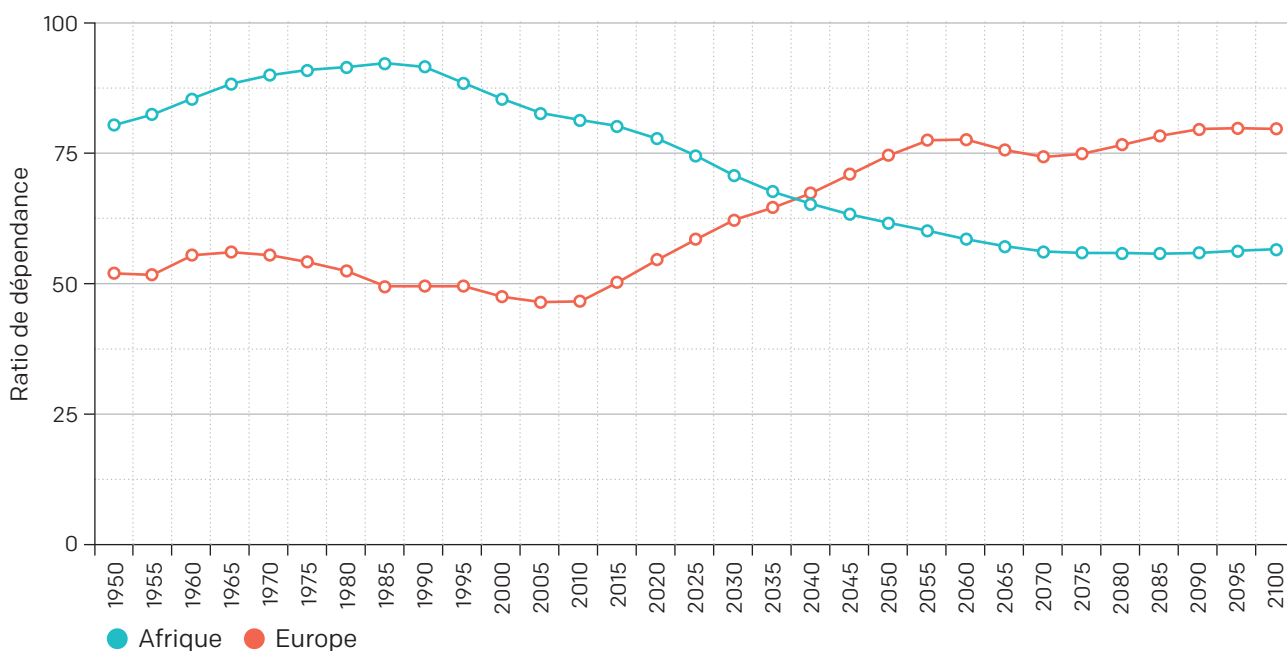
selon que ces nouveaux travailleurs seront qualifiés et compétents, originaires de pays stables, ou originaires d'Etats fragiles et nourrissant de la frustration.

Aussi importante soit-elle, une population de jeunes ne débouche pas forcément sur un dividende démographique. Pour exploiter au mieux ces changements, il faut prendre dès maintenant des mesures significatives en faveur de l'éducation, de l'emploi et de l'émancipation des jeunes en Afrique.

« L'Afrique ne peut se nourrir de possibles. Pour exploiter ce potentiel, il faut concevoir et mettre en œuvre un partenariat mondial plus ambitieux, un nouveau plan Marshall, emmené cette fois par l'Afrique. »

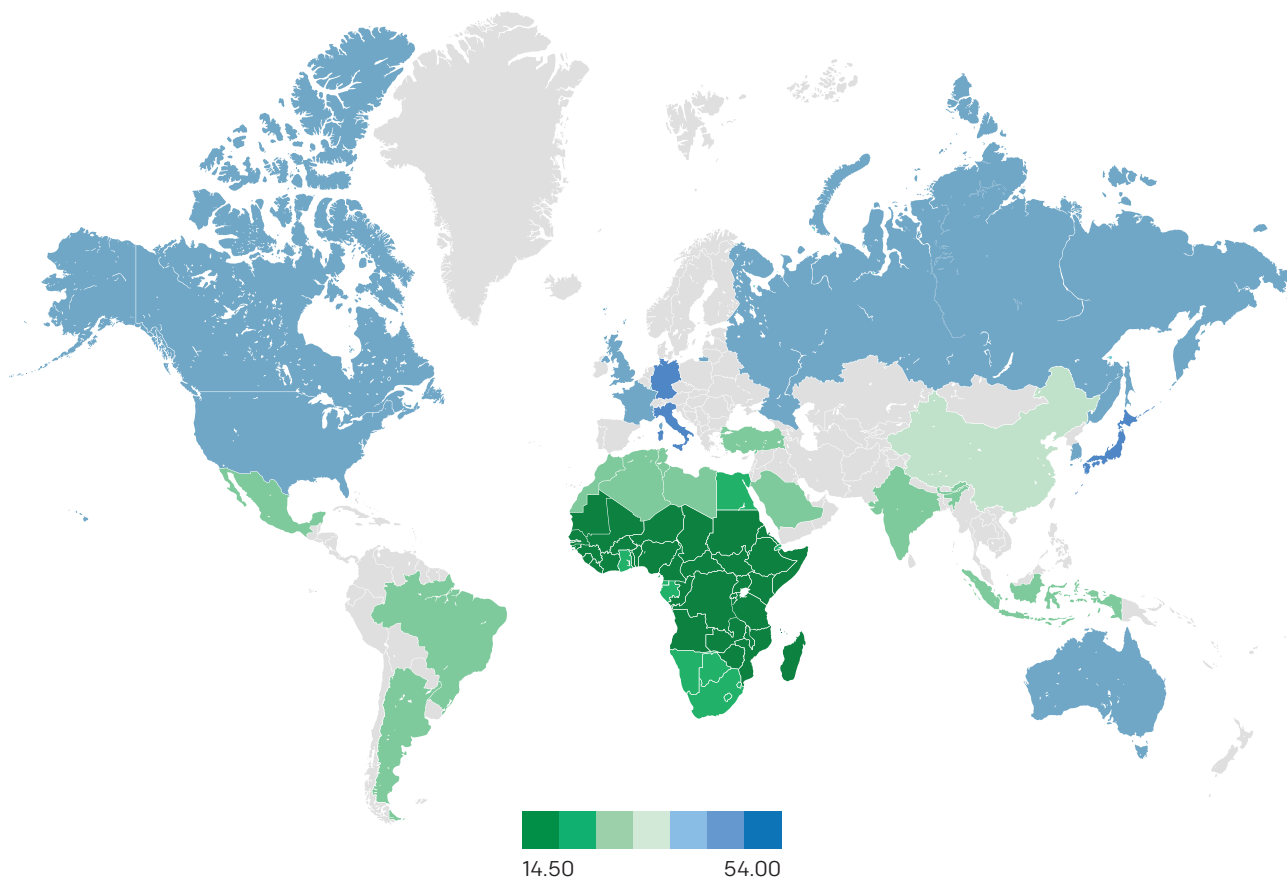
Akinwumi Adesina, président de la Banque africaine de développement

Illustration 1 : Tandis que la population en âge de travailler en Afrique croît, l'Europe vieillit



Source : Ratio de dépendance total - Nations unies (2016). « World Population Prospects, the 2015 Revision: Standard » (Perspectives démographiques mondiales : révision de 2015 (standard)). <https://esa.un.org/unpd/wpp/Download/Standard/Population/> ; Population âgée de 0 à 14 ans, de 15 à 64 ans et de plus de 65 ans - Nations unies (2016). « World Population Prospects, the 2015 Revision: Probabilistic Projections ». Division Population du DAES de l'ONU. <https://esa.un.org/unpd/wpp/Download/Probabilistic/Population/> ONE a utilisé les projections démographiques des Nations unies pour calculer les taux de dépendance pour l'Europe et l'Afrique de 2020 à 2100.

Illustration 2 : L'Afrique, continent jeune par excellence : âge médian (2015)



Source : Âge médian de la population mondiale - Nations unies (2016). « World Population Prospects, the 2015 Revision : Standard » (Perspectives démographiques mondiales : révision de 2015 (standard)). <https://esa.un.org/unpd/wpp/Download/Standard/Population/>

Comment tirer parti de ce dividende démographique ?

Pour que l'Afrique puisse tirer pleinement profit de ce dividende démographique, le monde entier doit s'engager dans un nouveau partenariat avec ce continent. 2017 verra une série de temps forts politiques qui offriront aux dirigeants du monde entier l'occasion d'agir. Les dirigeants du G20, d'Europe et d'Afrique doivent se mettre d'accord pour prévoir un doublement – quantitatif et qualitatif – des investissements publics et privés en Afrique pour faire en sorte que cette population jeune en pleine expansion soit instruite, employée et émancipée.

Plusieurs engagements ont déjà été pris : au cours des trois prochaines années, 45 milliards de dollars devraient être dégagés en faveur de l'Afrique par le biais de l'Association internationale de développement (AID) de la Banque mondiale, un montant qui servira de base, à terme, à un doublement de l'aide mondiale au développement. Pour exploiter le dividende démographique, l'Union africaine (UA) a publié

une feuille de route qui décrit les investissements nécessaires dans des domaines comme la santé, l'éducation, le financement et la bonne gouvernance¹⁵.

L'Allemagne est aussi à l'origine d'une initiative importante : l'initiative de partenariat du G20 avec l'Afrique, dont l'initiative la plus importante, les Compacts avec l'Afrique, se concentre sur l'augmentation des investissements du secteur privé dans les pays africains. Cinq pays se sont déjà engagés à mettre en œuvre la première phase de cette initiative, qui se clôturera lors de la Conférence du Partenariat avec l'Afrique, organisée en juin prochain : le Maroc, la Tunisie, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Rwanda, puis d'autres pays pourront leur emboîter le pas. Ces compacts doivent être élargis pour y inclure plus de pays africains, y compris des Etats fragiles, et approfondis pour y inclure, en plus des initiatives du secteur privé, d'importants investissements publics dans l'éducation, l'emploi et l'émancipation de cette jeunesse africaine en plein essor. Ce processus doit évoluer et faire l'objet d'un suivi annuel.

« Le développement ne peut être réalisé sans la sécurité, mais la sécurité sans développement n'est pas non plus tenable. Si nous n'en tenons pas compte, les États fragiles deviendront des États en déliquescence et leurs problèmes deviendront les nôtres. Si nous prenons les bonnes décisions, leur réussite sera la nôtre également. Leur stabilité aura un effet positif sur la nôtre. »

Bono¹⁶

« LIONS AFRICAINS », ÉTATS FRAGILES ET PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)

Le think tank McKinsey Global Institute a qualifié les économies africaines à plus forte croissance de « Lions africains », une expression désormais célèbre qui figure dans « Lions on the Move », son rapport (2010) qui recommande d'exploiter le potentiel d'investissement du continent¹⁷. Mais un « Lion africain » peut aussi être un État fragile ou appartenir à la catégorie des Pays moins avancés (PMA). Cette situation de fragilité peut s'expliquer par de nombreuses circonstances, mais elle fait généralement référence à une exposition accrue aux risques économiques, politiques ou environnementaux, associée à une faible capacité du pays à les atténuer ou à les gérer¹⁸. Plus de la moitié des États fragiles (37 sur 56) sont situés sur le continent africain. Les PMA se caractérisent quant à eux par un faible niveau de capital humain, une grande vulnérabilité aux chocs économiques et environnementaux et une incapacité à surmonter les obstacles structurels qui entravent leur développement¹⁹. 28 des 37 États fragiles d'Afrique sont aussi des PMA. Toutefois, certains de ces PMA fragiles – la Tanzanie, le Rwanda, le Mozambique, la République centrafricaine, la Sierra Leone et l'Ouganda – figurent parmi les pays d'Afrique ayant affiché la plus forte croissance en 2016.

Pourquoi investir dans les États fragiles et les PMA ?

Le potentiel économique, la stabilité et les progrès en termes de développement divergent considérablement d'un pays africain à l'autre, des différences qui s'accroissent encore davantage à cause de facteurs économiques, politiques et environnementaux de plus en plus complexes. Par conséquent, appliquer le même modèle d'investissement, de partenariat et d'aide dans tous les pays serait une grave erreur.

Les « Lions africains » – les champions économiques du continent – attirent généralement la majeure partie des investissements étrangers. Pourtant, il est tout aussi important d'investir dans d'autres États fragiles et PMA, les pays où subsistent les dernières poches d'extrême pauvreté et qui sont confrontés à la plus forte explosion démographique. Le taux de croissance moyen (entre 2015 et 2035) de la population en âge de travailler est de 77 % dans

les États fragiles, contre 60 % dans les autres pays²⁰. Ces pays resteront également la principale source d'instabilité et parmi les causes principales des migrations.

La situation que connaissent actuellement des pays comme l'Ouganda, le Kenya et l'Éthiopie montre que, dans les faits, Lions africains et États fragiles sont intimement liés. Ces trois pays d'Afrique de l'Est comptent parmi les champions économiques de la région mais abritent aussi les plus grands camps de réfugiés au monde. Ces trois pays bordent le Soudan du Sud, un pays ravagé par le conflit, la famine et la faillite économique, qui ont fait fuir les habitants dans les pays voisins. En moins d'un an, Bidi Bidi, en Ouganda, est devenu le plus grand camp de réfugiés au monde (au moins 270 000 réfugiés actuellement), menaçant le pays d'implosion²¹. La Somalie est également un proche voisin. Sans action concertée, l'effet domino de l'instabilité dans ces pays menacera leurs voisins économiquement plus puissants, qui auront à gérer les conséquences économiques et politiques.

2. QU'EST-CE QUI POURRAIT MENACER CE DIVIDENDE ?

L'Afrique subsaharienne accueille plus de 27 % de la population réfugiée mondiale²².

Si l'Afrique a été portée par dix années de croissance économique soutenue, cette dynamique favorable s'est essoufflée et la situation économique est aujourd'hui bien différente et les inégalités risquent de croître encore davantage. Des décennies de sous-investissement dans la santé et l'éducation, associé à une mauvaise gouvernance et à la corruption, ont créé un climat d'instabilité qui constitue un frein pour les investissements futurs. C'est particulièrement vrai dans les États fragiles et les PMA, où les investissements sont nécessaires de toute urgence. La jeunesse africaine représente environ 36 % de la population en âge de travailler, mais aussi plus de 60 % des chômeurs du continent²³. Dans de nombreux cas, ces jeunes – et plus encore les jeunes femmes – manquent de perspectives car ils n'ont pas pu aller à l'école. Pour une fille non-scolarisée en Europe, on en compte 27 en Afrique²⁴.

Le Sahel – la ceinture de pays situés entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne – représente une sérieuse menace pour la stabilité de l'Afrique de l'Ouest et du Nord. Depuis plusieurs années, le Sahel est confronté à un changement climatique extrême et les pays de la région sont en outre aujourd'hui aux prises avec des groupes terroristes islamistes qui en ont fait leurs bastions²⁵. Certains des pays les plus développés du continent, avec une forte croissance, sont également situés dans cette partie du continent, mais si aucune mesure concrète n'est prise pour lutter contre l'instabilité politique, la corruption et la mauvaise gouvernance, le Sahel risque de déstabiliser les perspectives de croissance à long terme du continent. Le conflit syrien a eu de profondes répercussions au-delà du Proche Orient, en particulier en Europe, alors que la superficie de la Syrie ne représente qu'une fraction du territoire nigérian par exemple. Plus de la moitié de la population syrienne a été déplacée par ce conflit²⁶. Or, la moitié de la population nigériane dépasse déjà de loin la population totale du Royaume-Uni, de l'Égypte ou de la Turquie par exemple.

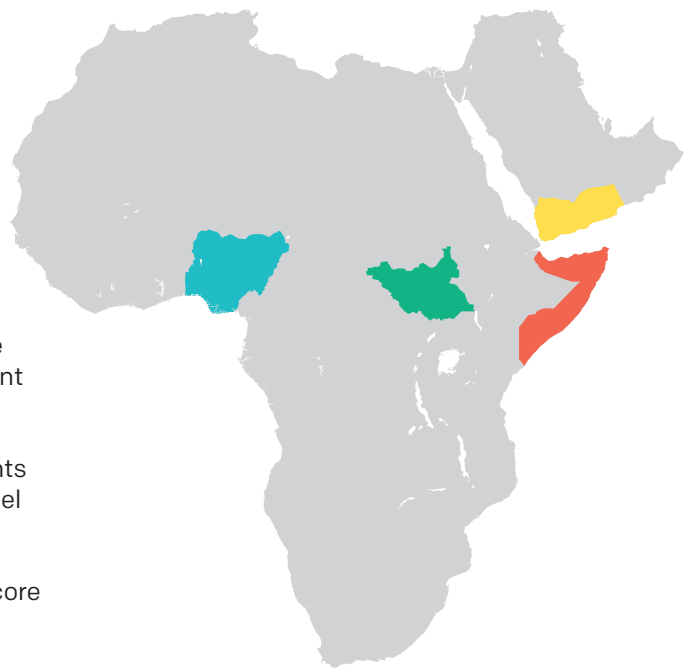
« La menace numéro un pour la sécurité internationale – et la nôtre – ne vient pas d'un pays, d'une idéologie ou d'une arme. La plus grande menace, c'est la faim et l'absence de réponse aux besoins essentiels comme la nourriture, l'énergie, l'eau, la dignité et un avenir meilleur pour les masses marginalisées. »

Général James L. Jones,
ancien conseiller à la sécurité nationale
des États-Unis²⁷



Quatre famines

La situation dans quatre pays confrontés à la famine ou à risque de l'être montre on ne peut plus clairement ce qui arrivera en l'absence d'investissement dans les pays vulnérables de la région. Cette catastrophe alimentaire est le résultat de conflits, de changements environnementaux dévastateurs et d'un manque cruel d'investissements des gouvernements de ces pays et de la communauté internationale. La mauvaise gouvernance, en particulier au Soudan du Sud, a encore aggravé une situation déjà catastrophique.



SOUDAN DU SUD

En 2012, lorsque la guerre civile a éclaté, le pays, déjà affaibli par des années de conflit, n'avait ni les ressources, ni la capacité de résistance nécessaires pour éviter une catastrophe. Au moins un quart des habitants se sont réfugiés dans les pays voisins. Dans certaines régions du pays, 100 000 personnes sont aujourd'hui confrontées à la famine et un autre million sont en passe de l'être²⁸.

YÉMEN

La guerre civile au Yémen a privé le pays des produits alimentaires importés, provoquant pénuries et flambées des prix ; la production agricole s'en est également trouvée décimée. Plus de sept millions d'habitants ont aujourd'hui besoin d'une aide alimentaire urgente. Alors que les budgets de l'aide se réduisent à peau de chagrin, les agences d'aide humanitaire doivent faire des choix impossibles en décidant qui, parmi les populations, bénéficiera de leur aide alimentaire²⁹.

NORD-EST DU NIGERIA

Si le Nigeria est l'une des économies africaines les plus prospères, sa région septentrionale est au bord du gouffre. Les changements environnementaux ont décimé l'agriculture dans la région du Lac Tchad, qui est aussi le théâtre d'un conflit armé entre les forces gouvernementales et Boko Haram. Sans intervention humanitaire, près de cinq millions d'habitants pourraient connaître la famine d'ici le mois de septembre³⁰.

SOMALIE

La population somalienne est victime de l'insécurité alimentaire et de celle causée par les combats entre chefs de guerre. La dégradation des conditions environnementales pourrait provoquer une crise alimentaire, comme celle qu'avait connue le pays en 2011. Suite à une pluviosité inférieure à la moyenne au printemps (de mars à juin), la famine menace aujourd'hui près de trois millions d'habitants³¹.

3. LA CHANCE À SAISIR ?

En 2034, la population active en Afrique sera plus nombreuse que celle d'Inde ou de Chine³².

« La meilleure façon de soutenir les Africains aujourd'hui, c'est de les aider à se tenir seuls sur leurs pieds. Et pour y arriver, le meilleur moyen est de les aider à créer des emplois. [...] Et je tiens à dire qu'une des meilleures solutions consiste à soutenir l'émancipation des femmes. »

Ngozi Okonjo-Iweala,
ancienne ministre des Finances du Nigeria³³

Cela pourrait – et devrait – donc être le siècle de l'Afrique. Plus la population croît et plus les opportunités d'amener le continent dans un cercle vertueux augmentent. Une éducation de qualité, l'accès à l'emploi et un système politique redevable envers ses citoyens peuvent permettre à la nouvelle génération du continent d'être la locomotive de la croissance mondiale au XXI^e siècle. La prospérité de l'Afrique est la clé de notre prospérité à tous.

Plusieurs facteurs justifient cet optimisme. Les progrès technologiques, notamment en matière d'énergie renouvelable comme les micro-éoliennes et la pénétration accrue des smartphones sur le continent africain, pourraient permettre au continent de dépasser ses contraintes d'infrastructures. Etant donné que de nombreux pays sont encore aux débuts de l'ère numérique, on peut espérer que ces avancées auront un impact majeur sur le continent. De plus, l'Afrique peut encore s'appuyer sur la richesse et la diversité de ses ressources naturelles, qu'il s'agisse de terres agricoles ou de minerais, ce qui lui garantit un filet de sécurité économique potentiel³⁴.

Dans le même temps, la « quatrième révolution industrielle » constitue une menace pour le continent africain car les technologies numériques peuvent mener à la destruction d'emplois peu qualifiés, en particulier dans le secteur des services. Dans un tel contexte, les investissements dans les services essentiels tels que l'éducation, la formation professionnelle et l'accès aux soins sont indispensables pour aider tous les citoyens à sortir de la pauvreté de manière durable. La recherche montre qu'en Afrique subsaharienne, la croissance du secteur agricole est 11 fois plus efficace pour réduire la pauvreté que la croissance dans d'autres secteurs³⁵. Sans la création de 6,1 millions nouveaux postes dans le secteur de la santé et de 17,1 millions dans l'enseignement d'ici à 2030, l'Afrique ne pourra pas réaliser de dividende démographique^{36,37}.

L'urbanisation constitue également une opportunité tout comme une menace. En 2030, près de la moitié des Africains vivront probablement dans des zones

urbaines³⁸. Si elle peut déboucher sur la création d'emplois de meilleure qualité et accroître la productivité et les revenus, l'urbanisation rapide risque également de renforcer les inégalités et de provoquer un engorgement des ressources et des infrastructures. Il est d'autant plus important d'investir dans le développement rural et l'agriculture afin d'empêcher l'exode rural en créant des emplois stables, mais aussi de contribuer à assurer la sécurité alimentaire et une meilleure nutrition des populations.

La consommation interne au continent est une autre chance à saisir. La consommation des entreprises et des ménages africains devrait dépasser les 5 500 milliards de dollars d'ici à 2025. Encore faut-il s'assurer que la production domestique pourra satisfaire cette demande accrue. L'Afrique importe pour l'instant un tiers de ses biens, mais grâce à l'amélioration de l'environnement productif, les entreprises africaines pourraient satisfaire trois quarts de cette demande future. Tout en accélérant l'industrialisation, cette évolution aurait aussi l'avantage de contribuer à créer jusqu'à 14 millions de nouveaux emplois au cours de ces 10 prochaines années³⁹.

Le secteur manufacturier ne sera pas le seul pourvoyeur de nouveaux emplois. L'Afrique compte de nombreux pôles technologiques⁴⁰, comme iHub au Kenya, qui créent déjà des entreprises et des emplois dans la nouvelle économie numérique. Avec les bons investissements, ainsi que par les compétences numériques de la population, le PIB du continent pourrait augmenter de 300 milliards de dollars d'ici à 2025⁴¹. Les industries culturelles et créatives du continent ont le vent en poupe. Selon une estimation, en Afrique et au Moyen-Orient, ce secteur génère 58 milliards de dollars de revenus et emploie environ 2,4 millions de travailleurs⁴². Au-delà de leur potentiel strictement économique, ces secteurs se révèlent aussi être de formidables outils d'émancipation pour les femmes et les jeunes du continent et permettent de dépasser les frontières culturelles et sociales entre les pays.

Une population active jeune, instruite et qualifiée pourrait être le moteur d'une croissance accélérée en Afrique mais aussi la solution au vieillissement de la population en Europe, qui menace sa croissance économique. Pour maintenir sa main-d'œuvre au niveau actuel, l'Europe devrait accueillir 100 millions de migrants entre 2010 et 2050, soit 2,5 millions chaque année⁴³. Selon une estimation, l'Allemagne est tout particulièrement touchée et sera confrontée à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée, chiffrée à 1,8 million de travailleurs d'ici à 2020 et 3,9 millions d'ici à 2040⁴⁴. Les migrants qualifiés, à commencer par les migrants originaires d'Afrique, pourraient contribuer à combler ce déficit de main-d'œuvre.

Des projets qui ont fait leur preuve dans les États fragiles

De nombreux exemples prouvent que les investissements dans les États fragiles peuvent être productifs – et comment la distinction entre un pays qualifié de « Lion africain » ou d'État fragile peut être floue. Le Rwanda est souvent classé parmi les Lions, alors que le risque de conflit et de mauvais indicateurs de développement en font également un État fragile (EF). Quoi qu'il en soit, le cas du Rwanda et de pays similaires montre les avantages d'une action publique associée à des investissements ciblés dans l'éducation, l'emploi et l'émancipation pour répondre aux besoins urgents⁴⁵.



ÉTHIOPIE – Garantir une sécurité alimentaire durable⁴⁶

PMA EF

En 2005, l'Éthiopie a lancé son Productive Safety Net Programme (PSNP, programme de Filet de sécurité productif) afin d'améliorer les revenus des ménages des zones rurales confrontés à l'insécurité alimentaire chronique. Ce programme aide les ménages agricoles à parvenir à l'autosuffisance alimentaire et apporte une aide pluriannuelle prévisible, en nature et en espèces – une mesure incitative visant à renforcer la résilience économique. Depuis son lancement, ce programme a aidé près de huit millions de personnes⁴⁷. Les participants de ce programme sont en outre généralement plus nombreux à utiliser le système de soins de santé et à envoyer leurs enfants à l'école⁴⁸. Le PSNP finance aussi chaque année 45 000 projets de travaux publics (axés sur la conservation des sols et de l'eau, la plantation d'arbres et le contrôle des pâturages) qui ont contribué à l'atténuation du changement climatique, notamment grâce à une réduction de l'érosion des sols de 53 % et la séquestration de grandes quantités de dioxyde de carbone⁴⁹.

RWANDA – Créer une génération numérique

PMA EF

Pour le gouvernement rwandais, internet et les technologies numériques sont les clés de la prospérité. Environ 75 % des Africains ne sont pas encore connectés au web mais le pays s'est fixé l'objectif ambitieux de doubler la pénétration d'internet d'ici à 2020. Ces mesures, qui permettront de connecter cinq millions de nouveaux utilisateurs, visent aussi à contribuer à la création de nouveaux emplois numériques. Un autre volet porte sur l'alphabétisation numérique, notamment dans les zones rurales – essentiel pour que les jeunes Rwandais puissent réellement bénéficier de ces nouvelles opportunités. Cette initiative vise à recruter 5 000 ambassadeurs numériques, dont la moitié sera des femmes, qui seront chargées d'enseigner les compétences numériques⁵⁰.

NIGERIA – Suivi de la corruption et de la redevabilité par le biais des communautés connectées

EF

L'ONG Connected Development (CODE) a été créée en 2012 afin d'améliorer l'accès à l'information et de renforcer le pouvoir des communautés marginalisées. CODE utilise la technologie des smartphones pour connecter, organiser et mobiliser ces communautés. « Follow the Money », un des programmes de CODE, vise ainsi à améliorer le contrôle de l'argent public mais aussi des financements d'aide au développement. Il s'agit ainsi du plus vaste mouvement citoyen de défense de la transparence et de la redevabilité en Afrique. Depuis son lancement, l'ONG a retrouvé la trace de millions de dollars d'aide au développement détournés de manière illicite des programmes de santé et d'éducation. L'ONG se penche également sur les crises environnementales et la qualité des services publics, en particulier dans le domaine de l'éducation⁵¹.

CÔTE D'IVOIRE – Défi-Jeunes Éducation, un programme de formation et d'intégration

EF

Des années de guerre civile ont mis à mal le système éducatif ivoirien, privant les jeunes des compétences et des connaissances nécessaires pour trouver un emploi. Pour lutter contre ce problème, le gouvernement a lancé Défi-Jeunes, le premier projet éducatif d'une telle ampleur dans un pays africain. En encourageant l'accès des enfants des régions rurales à l'éducation, en faisant construire de nouvelles écoles par des entreprises locales et en créant des centres de formation spécialisés, le programme est parvenu à créer 20 000 nouvelles places dans 116 écoles primaires et 92 000 dans 240 écoles secondaires. En outre, 48 000 jeunes ont bénéficié d'une aide pour trouver un emploi ou développer leurs compétences entrepreneuriales⁵².

4. QUELLES ACTIONS METTRE EN PLACE ?

ÉDUCATION

Nous sommes à la croisée des chemins. Sans action décisive au niveau international et local, le risque est grand de se voir multiplier les famines et autres catastrophes. Toutefois, la génération porteuse des plus grands espoirs pour l'Afrique est déjà née. Ces jeunes méritent qu'on leur donne les opportunités en matière d'éducation, d'emploi et d'émancipation qui leur permettront de sortir de la pauvreté, mais aussi de changer l'avenir de leur société, leur pays et du continent entier. Ils méritent des dirigeants à la hauteur du défi qui prennent les bonnes décisions dès maintenant, en matière d'investissements, de partenariats et de politiques publiques. Dans ce cas, l'Afrique pourrait bénéficier d'un avenir prometteur, dont les bénéfices se feront sentir bien au-delà du continent.

Si le nouveau Partenariat avec l'Afrique du G20 et les plans d'investissement de l'Union africaine en faveur du « dividende démographique » sont un premier pas dans la bonne direction, ils devraient être plus ambitieux et mieux coordonnés – d'une part entre eux et d'autre part avec les programmes d'aide au développement et d'investissements domestiques publics et privés. Ensemble, ils doivent permettre un doublement de tous les financements pour le développement d'ici à 2020, afin de préparer le doublement de la population africaine.

Cet ensemble d'investissements devrait donner la **priorité à l'emploi, à l'éducation et à l'émancipation des jeunes Africains.**

La nouvelle génération a en premier lieu besoin d'avoir accès à une éducation adéquate qui lui permettra de trouver un emploi et de s'émanciper. Tout enfant mérite une éducation de qualité. Or, il y a actuellement dans le monde 130 millions de jeunes filles non-scolarisées, dont 51 millions (39 %) vivent en Afrique⁵³. Lorsqu'elles ont été à l'école, les filles sont plus indépendantes et peuvent mieux défendre leurs droits, mais sont aussi en meilleure santé. En outre, les investissements en faveur des filles améliorent également la situation de leur famille et de leur communauté en termes de développement. Lutter contre l'écart entre les hommes et les femmes en termes d'éducation pourrait rapporter entre 112 et 152 milliards de dollars par an aux pays en développement⁵⁴.

Recommandations

Les dirigeants africains devraient s'engager à mettre en œuvre un plan national pour l'éducation, notamment des filles. Ils devraient ainsi lever les obstacles à l'éducation de chaque fille, investir davantage dans la formation d'enseignants, faire le suivi des résultats éducatifs et connecter chaque classe à internet.

Les dirigeants du G20 devraient doubler l'aide au développement pour l'éducation pour assurer un enseignement de qualité d'ici à 2020. Cette aide peut passer par des projets bilatéraux ou par une augmentation des contributions à des mécanismes multilatéraux tels que le Partenariat mondial pour l'éducation (PME) et Education Cannot Wait. Le G20 devrait demander à la Banque mondiale et à l'ONU de mettre en place un mécanisme de financement innovant, qui pourrait lever des ressources additionnelles pour l'éducation afin de financer les plans des pays africains en matière d'éducation.

EMPLOI

L'Afrique doit créer 22,5 millions de nouveaux emplois par an dans les années à venir pour faire face à l'augmentation des personnes en âge de travailler. Le chômage et la pauvreté rendent les jeunes vulnérables à l'appel des groupes rebelles ou extrémistes, en particulier dans les États fragiles, mais peuvent aussi les inciter à émigrer, ce qui laisserait leur pays d'origine dans l'impossibilité de poursuivre son développement. Les femmes sont en outre confrontées à davantage d'obstacles à l'emploi que les hommes, et les jeunes femmes ont donc besoin d'une aide spécifique à l'insertion professionnelle. Les investissements dans les zones rurales, dans les secteurs de l'éducation et de la santé publique relèvent d'un pari gagnant-gagnant en créant de l'emploi tout en améliorant le développement et à l'accès aux services essentiels pour la population. Le secteur privé est tout aussi important pour créer de l'emploi et des opportunités économiques en Afrique.

Recommandations

Le G20 et les dirigeants de l'UE devraient créer des incitations pour renforcer l'engagement du secteur privé dans les États fragiles et dans les économies émergentes, en développant un standard commun pour les partenariats publics-privés (PPP) et en introduisant, à l'échelle pilote, des nouveaux instruments qui atténuent le risque d'investissement. Ils devraient également créer une plateforme pour aider les pays africains et les investisseurs potentiels à avoir facilement accès aux instruments d'aide existants, ainsi qu'aux données sur les possibilités d'investissements et le climat des affaires.

Les dirigeants des pays du G20 et de l'UE devraient rapidement mettre en œuvre le Guichet « secteur privé » de l'AID-18⁵⁵, le mécanisme d'amélioration des modalités de crédit⁵⁶ et la garantie partielle de risque du FAD⁵⁷, ainsi que le plan d'investissement extérieur de l'UE⁵⁸, la priorité devant être donnée aux PMA et aux États fragiles.

Les gouvernements africains devraient investir dans des stratégies en faveur de l'emploi des jeunes, notamment dans l'agriculture, et mettre en place des moyens de connections internet à des prix abordables, qui leur permettraient de tirer profit de l'économie numérique.

EMANCIPATION

La jeunesse africaine doit voir son pouvoir renforcé – par le biais de l'ouverture de l'espace politique et de sa participation aux processus politiques et civiques – afin d'être en mesure de transformer la gouvernance des pays d'Afrique. L'émancipation des jeunes est particulièrement importante dans les États fragiles ou confrontés à la mauvaise gouvernance, car ce sont eux qui connaîtront la croissance démographique la plus importante dans les années à venir⁵⁹. Les outils numériques peuvent jouer un rôle clé dans le développement de communautés inclusives. Investir dans la santé et la nutrition est aussi essentiel pour fournir aux jeunes les services de base dont ils ont besoin pour réaliser tout leur potentiel.

Recommandations

Le G20 et les dirigeants africains devraient lutter contre les flux financiers illicites et la corruption, en s'engageant à assurer la transparence de toutes les procédures budgétaires publiques, y compris les marchés publics, dans des formats en données ouvertes. Ils devraient également obliger les sociétés et trusts à publier ainsi les informations sur leurs bénéficiaires effectifs, et, pour les entreprises ayant des activités à l'étranger, leur reporting public pays par pays. Le G20 devrait également prendre les mesures nécessaires pour inclure tous les pays en développement dans l'échange automatique des données fiscales dès maintenant. De telles mesures permettraient aux jeunes de faire le suivi des flux financiers et leur utilisation au niveau local. Il existe déjà des réseaux dits de « youth ground truth », fonctionnant grâce à la téléphonie mobile et stimulés par des micro-paiements. Ces réseaux collectent des données sur la qualité du service public et demandent aux autorités locales et à l'Etat à rendre des comptes sur leur gestion des finances et les résultats de développement obtenus.

Les dirigeants du G20 devraient lancer une initiative qui, basée sur des données, permettrait de mieux coordonner et cibler les efforts en termes d'aide publique au développement et de ressources domestiques. L'objectif de cette initiative serait de fournir un filet de sécurité sociale et un ensemble de services juridiques et financiers de base à tous les citoyens, notamment ceux dans les PMA et les États fragiles. À terme, tout citoyen devrait ainsi voir ses besoins vitaux, notamment en termes de sécurité alimentaire, nutrition, santé, eau et assainissement, satisfaits et avoir les informations nécessaires pour accéder à des services financiers et juridiques de base, en particulier en ce qui concerne la nutrition, la santé et l'hygiène, et améliorer l'accès à l'information, aux services financiers et juridiques dans les PMA et les États fragiles.

NOTES

1. Groupe des 0 à 24 ans - Nations unies (2016). « World Population Prospects, the 2015 Revision: Probabilistic Projections ». Division de la population du DAES. <https://esa.un.org/unpd/wpp/Download/Probabilistic/Population/>
2. Population totale - Nations Unies (2016). « World Population Prospects, the 2015 Revision: Probabilistic Projections », op. cit.
3. Fondation Mo Ibrahim (2017). « Africa at a Tipping Point: 2017 Forum Report ». http://s.mo.ibrahim.foundation/u/2017/03/27173846/2017-Forum-Report.pdf?_ga=2.119126156.483952997.1494887245-2064767708.1494787150
4. Banque africaine de développement (2014). « Tracking Africa's Progress in Figures. » https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/Tracking_Africa%20%80%99s_Progress_in_Figures.pdf
5. Banque mondiale (2017). « Rapport sur la compétitivité en Afrique 2017 ». <http://documents.worldbank.org/curated/en/733321493793700840/pdf/114750-2-5-2017-15-48-23-ACRfinal.pdf>
6. Les définitions de l'OIT de l'emploi et du chômage excluent les personnes qui ne recherchent pas un emploi (et qui ne font donc pas partie de la main-d'œuvre) et ne renseignent pas sur la qualité de l'emploi. Les chiffres de l'OIT sur l'emploi et le chômage en Afrique surestiment donc probablement l'utilité du travail et ne reflètent pas la précarité de l'emploi sur ce continent. Par exemple, de nombreux Africains de la catégorie « ayant un emploi » sont confrontés à la précarité de l'emploi et touchent des revenus faibles et irréguliers et/ou travaillent dans le secteur informel. De faibles taux d'emploi peuvent donc masquer une situation de pauvreté, en particulier dans les pays sans sécurité sociale pour la protection des chômeurs, qui sont donc forcés de trouver des emplois précaires et/ou informels. ONE a calculé le taux de croissance moyen sur cinq ans de la population en âge de travailler (de 15 à 64 ans) pour l'Afrique et l'Allemagne à l'aide des données des Perspectives de la population mondiale de l'ONU. Elle a ensuite appliqué ce taux de croissance aux chiffres de l'OIT pour 2016 pour calculer ses projections sur l'emploi en Allemagne et le chômage en Afrique.
7. FNUAP (2014). « État de la population mondiale 2014 : Le pouvoir de 1,8 milliard d'adolescents et de jeunes et la transformation de l'avenir ». https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/SWOP%202014%20FRENCH_Report_WEB.pdf
8. Organisation internationale du travail (OIT)(2016). « Indicateurs clés du marché du travail (ICMT) » https://www.ilo.org/ilostat/faces/ilostat-home/home?_adf.ctrl-state=14jcnw0nlc_74&_afzLoop=424754798201601# ; Population totale – Nations unies (2016). « World Population Prospects, the 2015 Revision: Probabilistic Projections », op. cit.
9. Population âgée de 0 à 24 ans – Nations unies (2016). « World Population Prospects, the 2015 Revision: Probabilistic Projections », op. cit.
10. Les chiffres de l'OIT sur l'emploi et le chômage en Afrique surestiment donc probablement l'utilité du travail et ne reflètent pas la précarité de l'emploi sur ce continent. Voir note 6. ONE a calculé le taux de croissance moyen sur cinq ans de la population en âge de travailler (de 15 à 64 ans) pour l'Afrique et l'Europe à l'aide des données des Perspectives de la population mondiale de l'ONU. Elle a ensuite appliqué ce taux de croissance aux chiffres de l'OIT pour 2016 pour calculer ses projections sur l'emploi en Europe et le chômage en Afrique.
11. Banque mondiale (2017). « Rapport sur la compétitivité en Afrique 2017 ». <http://documents.worldbank.org/curated/en/733321493793700840/pdf/114750-2-5-2017-15-48-23-ACRfinal.pdf>, op. cit.
12. Groupe des 0 à 24 ans et Population totale – Nations unies (2016). « World Population Prospects, the 2015 Revision: Probabilistic Projections », op. cit.
13. McKinsey Global Institute (2016). « Lions on the Move II: Realizing the Potential of Africa's Economies ». <http://www.mckinsey.com/global-themes/middle-east-and-africa/lions-on-the-move-realizing-the-potential-of-africaseconomies> ; Mo Ibrahim Foundation (2017). « Africa at a Tipping Point », op. cit.
14. Groupe des 0 à 24 ans - Nations unies (2016). « World Population Prospects, the 2015 Revision: Probabilistic Projections », op. cit.
15. Commission de l'Union africaine (2017). « Feuille de route de l'UA - Tirer pleinement profit du dividende démographique en investissant dans la jeunesse », en réponse à la Décision de la Conférence de l'Union africaine (Assemblée/AU/Dec.601 (XXVI)) sur le thème de l'année 2017. <http://wcaro.unfpa.org/sites/default/files/pubpdf/AU%202017%20DD%20ROADMAP%20Final%20-%20FR.pdf>
16. Bono, op-ed, Süddeutsche Zeitung International (2017). « Africa is our destiny ». <http://international.sueddeutsche.de/post/157321564295/africa-is-our-destiny>
17. McKinsey Global Institute (2010). « Lions on the Move: The Progress and Potential of African Economies ». <http://www.mckinsey.com/global-themes/middle-east-and-africa/lions-on-the-move>
18. OCDE (2016). « States of Fragility Report ». <http://www.oecd.org/dac/conflict-fragility-resilience/states-of-fragility-reportseries.htm>
19. 48 pays figurent actuellement sur la liste des PMA, qui est révisée tous les trois ans par la Commission du développement des Nations unies. <https://www.un.org/development/desa/dpad/least-developed-country-category.html>
20. Banque mondiale (2017). « Rapport sur la compétitivité en Afrique 2017 », op. cit. <http://documents.worldbank.org/curated/en/733321493793700840/pdf/114750-2-5-2017-15-48-23-ACRfinal.pdf>
21. NPR (2017). « As Thousands Flee South Sudan, Ugandan Refugee Camp Becomes World's Largest », 5 avril 2017. <http://www.npr.org/sections/parallels/2017/04/05/521639724/as-thousands-flee-south-sudan-ugandan-refugee-camp-becomes-worlds-largest>
22. UNHCR (2017). « Mid-Year Trends 2016 ». <http://www.unhcr.org/statistics/unhcrstats/58aa8f247/mid-year-trends-june-2016.html>
23. Commission de l'Union africaine (2017). « Feuille de route de l'UA - Tirer pleinement profit du dividende démographique en investissant dans la jeunesse », op. cit.
24. UNESCO (2016). Base de données UIS.Stat. <http://data.uis.unesco.org/#>. Le taux pour 2014 a été obtenu en appliquant le taux moyen sur cinq ans - de 2008 à 2012 - aux dernières données disponibles sur les adolescentes déscolarisées en âge de fréquenter l'enseignement secondaire inférieur.
25. New African (2016). « How Terror Came to the Sahel ». <http://newafricanmagazine.com/terror-came-sahel/>
26. OCHA (2016). « Syrian Arab Republic: 2017 Humanitarian Needs Overview ». https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/2017_syria_hno_2.pdf
27. Témoignage du Général James L. Jones USMC (Ret.). « Causes and Consequences of Violent Extremism and the Role of Foreign Assistance », 12 avril 2016. <http://www.appropriations.senate.gov/imo/media/doc/041216%20-%20General%20Jones%20-%20Testimony.pdf>
28. UN Dispatch (2017). « The 'Four Famines', Explained ». <https://www.undispatch.com/famines-explained/>

29. FAO (2017). « Yemen Crisis ». <http://www.fao.org/emergencies/crisis/yemen/intro/en/> ; Vice News (2017). « Saudi Arabia's expected military assault on Yemen will almost certainly cause mass starvation ». <https://news.vice.com/story/saudi-arabiasexpected-military-assault-on-major-yemen-port-will-almost-certainly-cause-mass-starvation> ; The Guardian (2017). « Yemen hunger crisis leaves refugee chief 'shocked to the bones' ». <https://www.theguardian.com/globaldevelopment/2017/may/03/yemen-hunger-norwegian-refugee-council-chief-jan-egeland-shocked-to-the-bones>
30. UN Dispatch (2017). « The 'Four Famines,' Explained », op. cit. ; UN News Center (2017). « Lake Chad Basin crisis is both humanitarian and ecological – UN agriculture agency ». <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=56542#.WRCsMLYGO9s>
31. Oxfam (2017). « Threat of four famines in 2017 requires immediate humanitarian and political action » ; UN Dispatch (2017). « The 'Four Famines,' Explained », op. cit.
32. McKinsey Global Institute (2016). « Lions on the Move II, Realizing the Potential of Africa's Economies », op. cit. ; Mo Ibrahim Foundation (2017). « Africa at a Tipping Point », op. cit.
33. Ngozi Okonjo-Iweala (2007), TED Talk. « Want to help Africa? Do business here ». https://www.ted.com/talks/ngozi_okonjo_oweala_on_doing_business_in_africa
34. McKinsey Global Institute (2016). « Lions on the Move II, Realizing the Potential of Africa's Economies », op. cit.
35. OMS (2016). « Ressources humaines pour la santé : stratégie mondiale à l'horizon 2030 ». <http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/250368/1/9789241511131-eng.pdf?ua=1>
36. UNESCO (2016). « UIS Fact Sheet : Le monde a besoin de près de 69 millions de nouveaux enseignants pour atteindre les objectifs de l'agenda éducation 2030 » <http://uis.unesco.org/sites/default/files/documents/fs39-the-world-needs-almost-69-million-new-teachers-to-reach-the-2030-education-goals-2016-en.pdf>
37. Institute for Security Studies (2016). « Africa's Future is Urban ». <https://issafrica.org/iss-today/africas-future-is-urban>
38. Les autres secteurs incluent par exemple les industries extractives et les services publics. Banque mondiale. 2007. « Rapport sur le développement dans le monde 2008 : l'agriculture pour le développement ». Washington, DC; L. Christiaensen, L. Demery and J. Kuhl. 2010 « The (evolving) role of agriculture in poverty reduction – an empirical perspective ». Journal of Development Economics.
39. McKinsey Global Institute (2016). « Lions on the Move II, Realizing the Potential of Africa's Economies », op. cit.
40. Tedcrunch (2016). « Africa's tech hubs », <https://techcrunch.com/2016/12/09/africas-tech-hubs/>
41. McKinsey Global Institute (2013). « Lions go Digital: The Internet's Transformative Power in Africa », op. cit.
42. Ernst & Young (2015). « Cultural times: The first global map of cultural and creative industries ». [http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/ey-cultural-times-2015/\\$FILE/ey-cultural-times-2015.pdf](http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/ey-cultural-times-2015/$FILE/ey-cultural-times-2015.pdf)
43. Friends of Europe (2015). «The refugee crisis: Europe needs more migrants, not fewer». <http://www.friendsofeurope.org/future-europe/the-refugee-crisis-europe-needs-more-migrants-not-fewer/>
44. Financial Times (2015). « Germany's demographics: Young people wanted ». <https://www.ft.com/content/b30c8de4-4754-11e5-af2f-4d6e0e5eda22>
45. Les PMA sont des pays à faible revenu confrontés à de graves obstacles structurels au développement durable. Ils sont extrêmement vulnérables aux chocs économiques et environnementaux et ont de faibles niveaux de capital humain (définition des Nations unies) et sont donc aussi souvent des Etats fragiles.
46. WFP (2012), Ethiopie : Productive Safety Net Programme (PSNP), <https://www.wfp.org/sites/default/files/PSNP%20Factsheet.pdf>
47. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (2014). « The impact of research on the Productive Safety Net Programme (PSNP) ». http://essp.ifpri.info/files/2011/04/Outcome-Note_5_PSNP_v1-0.pdf ; Commission européenne (2017). « Ethiopia's PSNP: A social protection programme building climate-resilient communities ». <https://europa.eu/capacity4dev/public-environment-climate/blog/ethiopia%E2%80%99s-psnp-social-protection-programme-building-climate-resilient-communities>
48. Banque mondiale (2012). « Designing and Implementing a Rural Safety Net in a Low Income Setting: Lessons Learned from Ethiopia's Productive Safety Net Program 2005–2009. » <http://documents.worldbank.org/curated/en/247601469672211732/pdf/701390ESW0P12100Net0in0a0Low0Inco-me.pdf>
49. Banque mondiale (2013). « Coping with Change: How Ethiopia's PSNP & HABP are building resilience to climate change ». http://www.ltsi.co.uk/images/M_images/PSNP%20Coping%20with%20Change.pdf ; Gouvernement britannique (n.d.) « Ethiopia Productive Safety Net Programme phase 4 (PSNP 4) ». https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/575366/Ethiopia-PSNP4-Dec-2016.pdf
50. Forum économique mondial (2017). « Rwanda's digital ambassadors are boosting computer literacy ». <https://www.weforum.org/agenda/2017/02/rwandas-digital-ambassadors-are-boosting-computer-literacy/>
51. Banque mondiale (2014). « Open data on the ground: Nigeria's Follow the Money initiative ». <http://blogs.worldbank.org/opendata/uses-open-data-development-spotlight-follow-money-nigeria>
52. AFD (2016). « Education et Emploi : La Côte d'Ivoire se donne les moyens d'une politique ambitieuse ». <http://www.afd.fr/lang/en/home/pays/afrique/geo-af/cote-d-ivoire/Contrat-Desendettement-Developpement-ci/education-et-emploi-la-cote-divoire-se-donne-les-moyens-dune-politique-ambitieuse>
53. Inclut l'enseignement primaire et secondaire (inférieur et supérieur). UNESCO (2016). « Ne laisser personne pour compte : Sommes-nous loin de l'enseignement primaire et secondaire universel ? » Document d'orientation 27. <http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002452/245238F.pdf>
54. ONE (2017). « La pauvreté est sexiste : Pourquoi les femmes et les filles doivent être au coeur de la lutte pour l'éradication de l'extrême pauvreté ». https://s3.amazonaws.com/one.org/pdfs/la_pauvrete_est_sexiste.pdf
55. Banque mondiale (2016). IDA-18 - Proposition de collaboration IFC-MIGA du WBG : guichet « secteur privé » de l'IDA-18, <http://documents.worldbank.org/curated/en/251611468198009717/IDA18-WBG-collaboration-proposal-for-an-IFC-MIGA-private-sector-window-in-IDA18>
56. BAD. « AfDB approves four risk participations under its Private Sector Credit Enhancement Facility », <https://www.afdb.org/en/news-and-events/afdb-approves-four-risk-participations-under-its-private-sector-credit-enhancement-facility-15826/>
57. BAD. « Garanties », <https://www.afdb.org/fr/projects-and-operations/financial-products/african-development-fund/guarantees/>
58. Commission européenne (2017). « Plan d'investissement extérieur de l'Union européenne - Fiche », http://ec.europa.eu/europeaid/eu-external-investment-plan-factsheet_en
59. Commission de l'Union africaine (2017). « Feuille de route de l'UA - Tirer pleinement profit du dividende démographique en investissant dans la jeunesse » ; op. cit.



one.org

LONDRES - WASHINGTON, DC - OTTAWA, ON - BERLIN - PARIS - BRUXELLES - JOHANNESBOURG